

■ Dans [un article passionnant](#) publié dans [Le Monde](#) daté du 27 mars 2003, Gilles Kepel (dont l'un des principaux ouvrages, *Jihad*, vient d'être réédité dans une version augmentée chez Folio-Gallimard) remet en perspective la politique menée par les États-Unis au Moyen-Orient depuis un peu plus de vingt ans. D'après lui c'est de l'année 1979 et de la révolution iranienne qu'il faut partir pour comprendre la situation actuelle.

« L'année 1979 avait vu en février l'effondrement du régime du chah, "gendarme du Golfe", pilier essentiel de la sécurité de cette zone pétrolifère, tandis que triomphait la révolution islamique aux cris de "Mort au Grand Satan !". En novembre, l'attaque de la Grande Mosquée de La Mecque par des radicaux marquait la fragilité de l'allié saoudien et les limites de l'usage conservateur et pro-américain de l'islam wahhabite. Enfin, en décembre, l'Armée rouge entrait en Afghanistan. Traumatisée par la guerre du Vietnam, achevée quatre ans auparavant, l'Amérique n'envoie pas ses propres soldats pour contenir l'expansion iranienne ou repousser l'invasion soviétique : elle afferme l'opération à deux alliés de circonstances, dûment armés et financés par elle et les pétromonarchies de la péninsule Arabique. L'Irak de Saddam Hussein attaque en septembre 1980 la République islamique et contiendra la poussée iranienne vers l'ouest, protégeant le pétrole de la péninsule. Les moudjahidins afghans et autres djihadistes arabes ou pakistanais porteront le fer contre l'armée rouge, détournant au passage l'antiaméricanisme de l'islam radical khomeiniste en antisoviétisme de bonne facture wahhabite. »

À la fin des années 80, les objectifs américains sont atteints : la révolution islamiste est contenue en Iran et les moudjahidins afghans viennent de contraindre l'armée rouge à se retirer, premier grand prélude au déclin de l'Empire soviétique. Bien sûr « l'Iran et l'Irak sont exsangues, l'Afghanistan en ruines, mais cette double victoire politique n'a presque rien coûté au budget des États-Unis, et les troupes américaines n'ont pas risqué leur vie dans ces batailles incertaines. On se lave alors les mains à la Maison Blanche du sort de ces deux alliés peu fréquentables : on cesse de subventionner les djihadistes, soudainement dégradés de "combattants de la liberté" en trafiquants de drogue et terroristes potentiels, dans l'espoir qu'ils disparaîtront, faute de financement ».

L'invasion du Koweït le 2 août 1990, la Guerre du Golfe de 1990 à 1991 et les accords d'Oslo du 13 septembre 1993 sont, dans ce contexte, analysables *simultanément* comme la réaction d'un Irak abandonné pour se renflouer, comme une victoire américaine permettant malgré tout de garder intact un régime opposé à l'Iran, même si on ne le contrôle plus directement, comme une entrée permettant de créer les conditions d'un approvisionnement pétrolier normal, et surtout comme un levier permettant d'assurer à la fois la sécurité

d'Israël et une extension de la modernité au Moyen-Orient à partir d'Israël. Apparemment la victoire états-unienne est totale sur tous les fronts : la politique d'endiguement est une réussite et les accords d'Oslo semblent montrer que la dynamique de la modernité au Moyen Orient peut venir de l'Ouest sans intervention directe de l'Occident.

C'est cette double idée d'un endiguement de l'islamisme et d'une modernité importée sans aucune intervention directe — idée issue des fonctionnements de la Guerre Froide où elle a particulièrement bien fonctionné — qui s'effondre le 11 septembre 2001.

« Si, en 1991, Washington avait choisi de neutraliser l'Irak par l'embargo, afin de réorganiser le Moyen-Orient par sa façade ouest, à partir du processus de paix israélo-palestinien puis israélo-arabe, l'offensive actuelle inverse l'ordre géographique des priorités : en éliminant Saddam, il s'agit de réintroduire au cœur du Moyen-Orient l'acteur irakien, avec son potentiel économique considérable mais dilapidé par la dictature militaro-baasiste puis gelé par l'embargo. Cette dynamique qui vise à transformer le Moyen-Orient par une impulsion venue de l'est, à en faire une zone de paix et de prospérité dans laquelle Israël serait intégré à terme, pousse à son terme la rupture avec la stratégie suivie par la Maison Blanche depuis 1979. »

Triple rupture donc : rupture d'abord avec l'idée d'endiguement, rupture ensuite avec la manière de voir le déclenchement de la modernité dans les pays du Moyen-Orient, rupture enfin avec l'idée d'une intervention seulement indirecte et à distance des États-Unis. Triple rupture qui liquide les principes géostratégiques hérités de la Guerre Froide.

Mais en voulant fermer la première boîte de Pandore ouverte en 1979 par les alliances afghane et irakienne, Washington en a peut-être ouverte une autre plus inquiétante : celle de la volonté de puissance.

Accès direct à [l'article de Gilles Kepel : « Washington et la boîte de Pandore », Le Monde, 27 mars 2003.](#)

On peut lire également en ligne un [entretien accordé par Gilles Kepel à L'Express \(7 mars 2002\) au moment de la sortie de son ouvrage précédent Chronique d'une guerre d'Orient.](#)